

Maroc

L'activité économique devrait continuer de s'améliorer, la croissance du PIB réel devant s'établir à 3.5 % en 2024 et à 4 % en 2025. Si le secteur agricole reste affecté par la sécheresse, les bons résultats du secteur des services et des exportations continueront de soutenir la croissance du Maroc. L'investissement sera soutenu par les activités de reconstruction suite au dernier séisme survenu en 2023, ainsi que par les programmes d'aide au logement et les incitations prévues par la nouvelle Charte de l'investissement. La baisse de l'inflation et la mise en œuvre de programmes sociaux, notamment à travers l'aide sociale directe et l'assurance maladie pour les populations vulnérables, stimuleront les dépenses des ménages, même si la suppression progressive des subventions en atténuera l'effet. Les principaux risques résident dans une prolongation du stress hydrique, un ralentissement de la demande européenne et une nouvelle hausse des coûts du transport maritime.

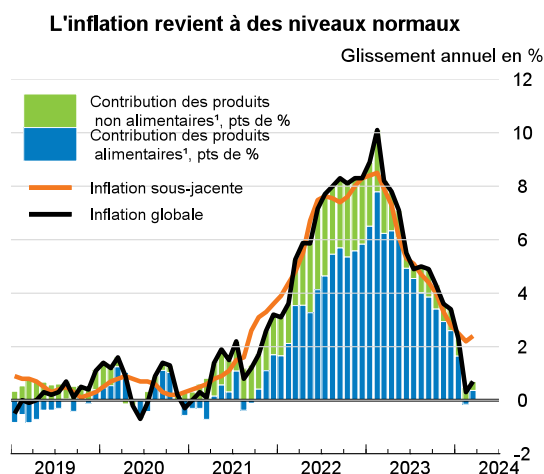
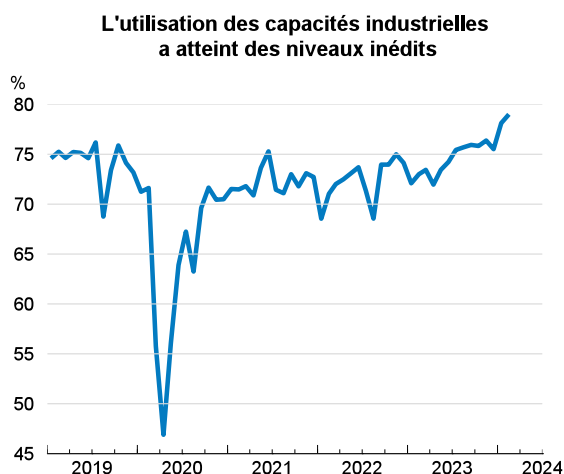
La banque centrale devrait continuer de surveiller de près l'inflation, en particulier en raison du retrait progressif des subventions, et maintenir les taux d'intérêt à leur niveau actuel aussi longtemps que nécessaire. La poursuite de l'assainissement budgétaire doit être une priorité pour garantir la viabilité des finances publiques, en élargissant l'assiette des recettes et en ciblant de manière plus précise les aides destinées aux ménages vulnérables. Les réformes structurelles à mettre en œuvre en priorité consistent notamment à continuer d'améliorer le climat des affaires pour stimuler l'investissement privé, à mieux intégrer les femmes et les jeunes sur le marché du travail et à intensifier les efforts d'adaptation au changement climatique.

L'activité économique continue de se redresser

L'activité économique poursuit son rebond, soutenue par la consommation intérieure, l'investissement et les bons résultats à l'exportation ainsi que dans les services. L'augmentation des transferts et des subventions visant à soutenir la réforme en cours de la protection sociale et à renforcer les capacités financières dans des domaines sociaux essentiels, en particulier l'éducation et la santé, a favorisé l'augmentation de la consommation publique. En février 2024, la confiance des entreprises s'améliore, le taux d'utilisation des capacités a atteint 79 % et, les exportations industrielles ont augmenté de 6.1 % en glissement annuel. Les taux annuels de l'inflation, globale et sous-jacente, ont maintenu leur tendance à la baisse depuis mars 2023 pour s'établir respectivement à 0.7 % et 2.4 % en mars 2024.

La sécheresse attendue cette année pourrait entraîner une hausse des importations de blé, mais l'impact potentiellement négatif de cette augmentation sur la balance commerciale sera compensé par la diminution du coût des importations d'énergie et de produits alimentaires, consécutive à la modération des prix internationaux du pétrole et du blé. Les exportations ont continué d'augmenter dans des secteurs industriels clés comme l'automobile, les engrais, l'aéronautique, l'électronique et le textile.

Maroc



1. Contribution à l'inflation globale.

Source : CEIC ; Haut Commissariat au Plan ; Banque du Maroc (Bank Al-Maghrib) ; et calculs de l'OCDE.


StatLink  <https://stat.link/jyr7sw>

Maroc : Demande, production, prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Maroc	Prix courants milliards de MAD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2014)				
PIB aux prix du marché	1 152.5	8.0	1.3	3.2	3.5	4.0
Consommation privée	680.8	6.9	-0.7	1.2	2.1	3.3
Consommation publique	223.6	7.2	3.3	3.7	5.5	4.3
Formation brute de capital fixe	304.1	7.6	-2.2	6.8	4.5	4.1
Demande intérieure finale	1 208.5	7.2	-0.2	3.1	3.3	3.7
Variation des stocks ¹	27.6	2.0	-1.4	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 236.1	9.3	-1.9	3.0	3.2	3.6
Exportations de biens et services	354.9	7.9	20.4	9.8	6.5	6.8
Importations de biens et services	438.5	10.4	9.0	8.2	5.5	5.6
Exportations nettes ¹	- 83.6	-1.5	2.9	-0.2	-3.0	-1.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	3.1	4.5	2.4	2.0
Indice des prix à la consommation	—	1.4	6.6	6.1	2.3	2.0
Solde budgétaire de l'administration centrale (% du PIB)	—	-5.6	-5.2	-4.5	-4.1	-3.7
Dette brute de l'administration centrale (% du PIB)	—	69.5	71.6	71.0	70.4	69.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.3	-3.5	-0.6	-2.5	-2.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 115.

StatLink  <https://stat.link/6w59rk>

Le déficit budgétaire se réduit et la politique monétaire reste restrictive

La stabilisation des prix mondiaux de l'énergie, conjuguée à un resserrement monétaire cumulé de 150 points de base en mars 2023, ont permis de limiter l'inflation. Les subventions à l'alimentation et au gaz étant progressivement supprimées, la banque centrale devrait suivre de près l'évolution des prix et maintenir son taux directeur inchangé aussi longtemps que nécessaire. Le déficit budgétaire de l'administration centrale va diminuer régulièrement pour revenir à son niveau d'avant la pandémie à mesure que les conditions économiques vont s'améliorer, que les taxes sur la valeur ajoutée seront révisées et que les subventions au gaz et aux produits alimentaires seront remplacées par des aides sociales plus ciblées.

La croissance sera étayée par la consommation et l'investissement intérieurs

La croissance du PIB réel devrait s'établir à 3.5 % en 2024 et à 4 % en 2025. Cette reprise sera soutenue par une demande intérieure robuste et de solides exportations dans les services et le secteur manufacturier, notamment grâce à l'augmentation de la demande étrangère pour les biens et services marocains. Les premiers signes de sécheresse laissent présager un affaiblissement de la production agricole, qui aura des répercussions négatives sur le marché du travail et nécessitera l'importation de produits alimentaires. Les programmes de reconstruction et d'aide au logement mis en place après le séisme, de même que les mesures incitatives qui les accompagnent, seront bénéfiques pour l'investissement. Les entrées d'investissement direct étranger et les crédits à l'équipement avaient déjà fortement augmenté en février 2024 (de 17.5 % et 10.8 % respectivement en glissement annuel). Le déclin de l'inflation et la mise en œuvre de programmes sociaux destinés aux populations vulnérables, notamment par l'aide sociale directe et l'assurance maladie, permettront de soutenir les dépenses des ménages, même si la suppression progressive des subventions et l'impact de la sécheresse sur l'emploi rural en atténueront les effets. L'inflation devrait diminuer progressivement à 2.3 % en 2024, grâce à la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires et sous l'effet des relèvements antérieurs des taux directeurs. Les principaux risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions résident dans sécheresse prolongée qui affecterait la production agricole, un ralentissement plus marqué de l'activité sur les marchés des principaux partenaires européens du Maroc et une nouvelle flambée des prix des matières premières et des coûts du transport maritime. À l'inverse, une hausse des prix du phosphate stimulerait la production industrielle et augmenterait les recettes de l'État.

Des réformes s'imposent pour améliorer la productivité et lutter contre le changement climatique

La poursuite de l'assainissement des finances publiques est indispensable pour réduire le déficit budgétaire et maintenir le ratio dette publique/PIB sur une trajectoire viable. Le cadre budgétaire à moyen terme prévoit un assainissement progressif fondé sur la mise en œuvre de réformes fiscales et du système de subventions. Toutefois, il sera essentiel de gérer avec précaution les conséquences budgétaires des programmes sociaux destinés aux ménages vulnérables, en particulier avec la mise en place de mesures ciblées. Réduire davantage l'économie informelle, renforcer l'efficacité des investissements, favoriser l'amélioration des compétences et une meilleure inclusion des femmes et des jeunes grâce au renforcement des compétences de base et à l'acquisition de compétences pratiques sont nécessaires pour accroître la productivité et créer des emplois à plus haute valeur ajoutée. Le Maroc doit aussi accélérer sa transition verte, en améliorant la gestion de l'eau, en développant la production d'énergies renouvelables, en réduisant sa dépendance aux combustibles fossiles, et en se préparant à s'adapter aux changements climatiques.